

**SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE**

F. 2005 — 1437

[C — 2005/11226]

26 AVRIL 2005. — Arrêté royal relatif au prélèvement d'échantillons par les officiers de police judiciaire de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications

RAPPORT AU ROI

Sire,

Cet arrêté autorise les officiers de police judiciaire de l'Institut de procéder au prélèvement d'échantillons d'équipements.

L'une des conditions pour pouvoir commercialiser des équipements est que ceux-ci répondent aux exigences essentielles. Cela peut se faire entre autres par le respect des normes harmonisées. Toutefois, pour pouvoir vérifier cette conformité technique réelle, il peut être nécessaire de soumettre des exemplaires de ces équipements à des tests en laboratoire. De cette manière, il peut être vérifié de facto si les appareils sont sans danger, satisfont aux exigences en matière de compatibilité électromagnétique et qu'ils ne provoquent pas d'interférences dommageables et utilisent efficacement le spectre.

Il ne peut pas être inféré de ce qui précède qu'aucun échantillon ne peut être prélevé d'équipements commercialisés pour lesquels les normes harmonisées n'ont pas été respectées: toutefois, dans la pratique, la nécessité de tester des équipements sera moins grande étant donné que ces équipements ne peuvent être commercialisés qu'après l'établissement par le fabricant d'un dossier technique de construction et donc après la réalisation de tests sur les équipements en question. Un examen administratif de ce dossier technique permettra d'y voir déjà plus clair.

Commentaire article par article

L'article 1^{er} ne nécessite pas de commentaire.

L'article 2 stipule que le nombre d'échantillons qui peuvent être pris est de 1 au minimum et 25 au maximum. Pour pouvoir effectuer un test, un minimum d'un exemplaire est en effet nécessaire. Un exemplaire n'est toutefois pas toujours suffisant pour pouvoir décider si l'équipement en question est conforme aux conditions de base: en fonction du processus de production, et plus précisément lorsque les appareils en question sont fabriqués en grandes quantités, le risque d'anomalies est en effet plus grand. Pour cette raison, il doit être possible de prélever plus d'un exemplaire comme échantillon et donc de tester plusieurs exemplaires.

L'article 3 fixe les règles pour étiqueter et sceller les échantillons prélevés.

L'article 4 fixe les dispositions qui doivent au moins être indiquées dans le procès-verbal dressé lors du prélèvement d'un échantillon. Il est également stipulé à qui des copies doivent être transmises et que cela tient lieu d'accusé de réception.

L'article 5 stipule ce qu'il advient des échantillons après les tests: lorsqu'il s'avère que les équipements sont conformes aux conditions de base, ils sont restitués soit au détenteur chez qui le prélèvement a été opéré, soit au propriétaire lorsque celui-ci en a exprimé le souhait. Si après les tests, il s'avère toutefois que les équipements ne sont pas conformes aux conditions de base, ils sont saisis. Ceci est d'ailleurs conforme à l'article 93, § 1^{er}, de la loi du 21 mars 1991 qui stipule que des équipements ne peuvent être détenus ou commercialisés que s'ils satisfont aux conditions de base.

L'article 6 ne nécessite pas de commentaire.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,

de Votre Majesté,
le très respectueux
et très fidèle serviteur.

Le Ministre de l'Economie, de l'Energie, du Commerce extérieur
et de la Politique scientifique,
M. VERWILGHEN

La Ministre de l'Emploi,
Mme F. VAN DEN BOSSCHE

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE**

N. 2005 — 1437

[C — 2005/11226]

26 APRIL 2005. — Koninklijk besluit betreffende het nemen van monsters door de officieren van gerechtelijke politie van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Dit besluit laat aan de officieren van gerechtelijke politie van het Instituut toe om monsters van apparatuur te nemen.

Een van de voorwaarden om apparatuur op de markt te mogen brengen is dat deze voldoet aan de essentiële eisen. Dit kan onder meer door het naleven van de geharmoniseerde normen. Welnu, om deze daadwerkelijke technische conformiteit na te gaan, kan het nodig zijn om exemplaren van deze apparatuur in een laboratorium aan testen te onderwerpen. Zodoende kan dan de facto nagegaan worden of dat de apparatuur veilig is, dat ze voldoet aan de vereisten inzake elektromagnetische compatibiliteit, en dat ze geen schadelijke storingen veroorzaakt en efficiënt gebruik maakt van het spectrum.

Uit voorgaande mag niet worden afgeleid dat er geen monsters genomen kunnen worden van apparatuur die op de markt gebracht werd waarbij de geharmoniseerde normen niet gevolgd werden: wel zal in de praktijk de nood om apparatuur te testen minder groot zijn omdat deze apparatuur slechts op de markt gebracht kan worden na het opstellen door de constructeur van een technisch constructiedossier, en dus na het uitvoerig testen van de betreffende apparatuur. Een administratieve doorlichting van dit technische dossier zal al enige duidelijkheid verschaffen.

Artikelsgewijze bespreking

Artikel 1 behoeft geen commentaar.

Artikel 2 bepaalt dat minimaal 1 en maximaal 25 monsters genomen kunnen worden. Voor een test is immers minimaal één exemplaar nodig. Eén exemplaar volstaat evenwel niet altijd om te kunnen besluiten dat de betreffende apparatuur conform is aan de basisvereisten: afhankelijk van het productieproces, en meer bepaald wanneer de betreffende apparatuur in grote getale wordt gefabriceerd, is immers de kans op afwijkingen groter. Om die reden moet het mogelijk zijn om meer dan één exemplaar als monster te nemen en aldus meerdere exemplaren te testen.

Artikel 3 legt de regels vast voor de verzegeling en de etikettering van de genomen monsters.

Artikel 4 legt de bepalingen vast die minstens opgenomen moeten worden in het proces-verbaal dat wordt opgesteld bij een monstername. Er wordt tevens bepaald aan wie afschriften bezorgd worden en dat het geldt als ontvangstbewijs.

Artikel 5 bepaalt wat gebeurt met de monsters na de testen: wanneer blijkt dat de apparatuur conform is met de basisvereisten, dan wordt ze terugbezorgd hetzij aan de houder bij wie de monsternamen gebeurde, hetzij aan de eigenaar wanneer deze de wens daartoe te kennen heeft gegeven. Wanneer na de testen echter blijkt dat de apparatuur niet conform is met de basisvereisten, dan wordt ze in beslag genomen. Dit stemt trouwens overeen met artikel 93, § 1, van de wet van 21 maart 1991 waarin wordt bepaald dat apparatuur slechts gehouden of gecommercialiseerd mag worden wanneer zij voldoet aan de basisvereisten.

Artikel 6 behoeft geen commentaar.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,

van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaar.

De Minister van Economie, Energie, Buitenlandse Handel
en Wetenschapsbeleid,
M. VERWILGHEN

De Minister van Werk,
Mevr. F. VAN DEN BOSSCHE

AVIS 36.545/4 DE LA SECTION DE LEGISLATION
DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat, section de législation, quatrième chambre, saisi par la Ministre de l'Economie, de l'Energie, du Commerce extérieur et de la Politique scientifique, le 10 février 2004, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal "relatif au prélèvement d'échantillons par les officiers de police judiciaire de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications", a donné le 3 mars 2004 l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

Observation générale

Le texte en projet se donne pour fondement légal l'article 25, § 2, de la loi du 17 janvier 2003 relative au statut du régulateur des secteurs des postes et des télécommunications belges, qui dispose comme suit :

« Dans le cadre du contrôle du respect de la législation en matière de compatibilité électromagnétique et de la conformité des équipements, les membres du personnel de l'Institut visés à l'article 24 peuvent procéder à la prise d'échantillons et faire procéder à leur analyse. Le Roi, sur avis de l'Institut, en détermine les modalités. »

Cette disposition habilite le Roi à arrêter les modalités tant des analyses que des prises d'échantillons. Afin d'éviter qu'il soit procédé à l'exécution de cette disposition dans des textes épars, il est recommandé de compléter le projet pour fixer les modalités des analyses.

Observations particulières

Article 1^{er} (nouveau)

Il y a lieu d'insérer un article nouveau afin de préciser que cet arrêté assure une transposition partielle de la directive 1999/5/CE du Parlement européen et du Conseil du 9 mars 1999 concernant les équipements hertziens et les équipements terminaux de télécommunications et la reconnaissance mutuelle de leur conformité, conformément à l'article 19, paragraphe 1^{er} de celle-ci.

Article 1^{er}

La disposition en projet se borne à paraphraser l'article 25, § 2, de la loi du 17 janvier 2003 précitée, tout en n'en reproduisant pas exactement les termes. Ainsi, notamment elle ne mentionne pas que les prélèvements et analyses visés sont limités au contrôle de la législation en matière de compatibilité électromagnétique et de la conformité des équipements.

Par ailleurs, elle fait référence à la notion "d'échantillons d'appareils, dans le sens de l'article 68, 31^o, de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques", alors que cette disposition législative définit non pas l'"appareil" mais l'"équipement".

Dans ces conditions, la disposition à l'examen est sujette à critique, pour deux motifs. D'une part, il n'appartient pas à un arrêté réglementaire de reproduire une règle de nature législative : un tel procédé est en effet de nature à laisser croire qu'il appartient à l'auteur du règlement de modifier la règle alors que ce pouvoir appartient au seul législateur. D'autre part, les différences relevées ci-avant entre les dispositions législatives précitées et l'article 1^{er} du projet sont de nature à aggraver l'insécurité juridique résultant du procédé utilisé.

Mieux vaut dès lors omettre l'article 1^{er} du projet.

Article 5

La section de législation n'aperçoit pas ce qu'il faut entendre par les termes "propriétaire légal". Si la personne visée est le titulaire du droit de propriété au sens de l'article 544 du Code civil, mieux vaut alors omettre le mot "légal".

ADVIES 36.545/4 VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De Raad van State, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 10 februari 2004 door de Minister van Economie, Energie, Buitenlandse Handel en Wetenschapsbeleid verzocht haar, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende het nemen van monsters door de officieren van gerechtelijke politie van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie", heeft op 3 maart 2004 het volgende advies gegeven :

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Algemene opmerking

De ontworpen regeling geeft voor te steunen op artikel 25, § 2, van de wet van 17 januari 2003 met betrekking tot het statuut van de regulator van de Belgische post-en telecommunicatiesector, dat het volgende bepaalt :

« In het kader van de controle op de naleving van de wetgeving inzake elektromagnetische compatibiliteit en de conformiteit van apparatuur kunnen de personeelsleden van het Instituut vermeld in artikel 24, overgaan tot het nemen van monsters en die laten onderzoeken. De Koning, op advies van het Instituut, bepaalt de nadere regels. »

Deze bepaling machtigt de Koning om zowel voor de onderzoeken als voor het nemen van monsters de nadere regels uit te vaardigen. Om te voorkomen dat de tenuitvoerlegging van die bepaling geschiedt in afzonderlijke regelingen, is het geraden het ontwerp aan te vullen zodat de nadere regels voor de onderzoeken er ook in vastgesteld worden.

Bijzondere opmerkingen

Artikel 1 (nieuw)

Er dient een nieuw artikel te worden ingevoegd waarin staat dat dit besluit zorgt voor de gedeeltelijke omzetting van richtlijn 1999/5/EG van het Europees Parlement en de Raad van 9 maart 1999 betreffende radioapparatuur en telecommunicatie-eindapparatuur en de wederzijdse erkenning van hun conformiteit, overeenkomstig artikel 19, lid 1, van die richtlijn.

Artikel 1

De ontworpen bepaling is een loutere parafrase van artikel 25, § 2, van de genoemde wet van 17 januari 2003, waarbij de terminologie niet exact is overgenomen. Zo bijvoorbeeld staat er niet in dat de bedoelde monsternemingen en onderzoeken beperkt zijn tot die welke geschieden in het kader van de controle op de naleving van de wetgeving inzake elektromagnetische compatibiliteit en de conformiteit van apparatuur.

Bovendien wordt in de Franse tekst verwezen naar het begrip "d'échantillons d'appareils, dans le sens de l'article 68, 31^o, de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques", terwijl in die wetsbepaling niet de definitie van "appareil" wordt gegeven, maar van "équipement".

De voorliggende bepaling kan bijgevolg om twee redenen bekritiseerd worden. Enerzijds mag een regel van wetgevende aard niet worden overgenomen in een verordeningsbesluit : zulk een werkwijze wekt immers de indruk dat de steller van de verordening gerechtigd is de regel te wijzigen, terwijl die bevoegdheid alleen toekomt aan de wetgever. Anderzijds kunnen de hierboven aangehaalde verschillen tussen de genoemde wetsbepalingen en artikel 1 van het ontwerp de rechtsonzekerheid waartoe de aangewende werkwijze aanleiding geeft, nog vergroten.

Het zou dan ook beter zijn artikel 1 van het ontwerp te laten vervallen.

Artikel 5

Het is de afdeling wetgeving niet duidelijk wat begrepen moet worden onder de uitdrukking "wettige eigenaar". Indien de bedoelde persoon de houder is van het eigendomsrecht in de zin van artikel 544 van het Burgerlijk Wetboek, zou het beter zijn het woord "wettelijk" te laten vervallen.

Article 6

La disposition à l'examen prévoit que "les frais de transport et d'enquête sont à la charge de la personne chez qui le prélèvement a été opéré lorsqu'il s'avère que les échantillons ne répondent pas à la législation applicable".

Cette disposition entend imposer au détenteur - et non, paradoxalement, au propriétaire - de l'équipement non conforme à la législation pertinente, une forme de sanction administrative.

Dans cette mesure, la disposition à l'examen est dépourvue de fondement légal. En effet, l'habilitation conférée au Roi pour fixer les modalités des prélèvements et analyses visés à l'article 25, § 2, de la loi du 17 janvier 2003 précitée, ne peut être comprise comme emportant le pouvoir de mettre en place un régime de sanctions administratives non prévues par le législateur.

L'article 6 du projet sera dès lors omis.

La chambre était composée de :

Mme M.-L. Willot-Thomas, président de chambre;

MM. P. Liénardy et P. Vandernoot, conseillers d'Etat;

Mme C. Gigot, greffier.

Le rapport a été présenté par Mme A. Vagman, auditeur.

Le greffier,
C. Gigot.

Le président,
M.-L. Willot-Thomas.

26 AVRIL 2005. — Arrêté royal relatif au prélèvement d'échantillons par les officiers de police judiciaire de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 17 janvier 2003 relative au statut du régulateur des secteurs des postes et des télécommunications belges; notamment l'article 25, § 2;

Vu l'avis de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications, donné le 15 janvier 2004;

Vu l'avis 36.545/4 du Conseil d'Etat, donné le 3 mars 2004;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Economie, de l'Energie, du Commerce extérieur et de la Politique scientifique et de Notre Ministre de l'Emploi,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Cet arrêté assure une transposition partielle de la directive 1999/5/CE du Parlement européen et du Conseil du 9 mars 1999 concernant les équipements hertziens et les équipements terminaux de télécommunications et la reconnaissance mutuelle de leur conformité, conformément à l'article 19, alinéa 1^{er}, de celle-ci.

Art. 2. Le nombre d'échantillons par type d'appareil s'élève à 1 au minimum et 25 au maximum. Les exemplaires sont mis gratuitement à la disposition des officiers de police judiciaire visés à l'article 24 de la loi susmentionnée du 17 janvier 2003 par la personne concernée et ce, pendant la durée nécessaire pour réaliser l'enquête.

Artikel 6

In de voorliggende bepaling staat dat "de kosten van transport en onderzoek (...) ten laste (zijn) van de persoon bij wie de monsters werden genomen wanneer blijkt dat de monsters niet voldoen aan de toepasselijke wetgeving".

De bedoeling van deze bepaling is de bezitter - en paradoxaal genoeg niet de eigenaar - van de apparatuur die niet overeenstemt met de wetgeving terzake, een soort administratieve sanctie op te leggen.

Wat dat betreft is er geen rechtsgrond voorhanden voor de voorliggende bepaling. De machtiging die is verleend aan de Koning om de nadere regels vast te stellen voor de monsternemingen en de onderzoeken bedoeld in artikel 25, § 2, van de genoemde wet van 17 januari 2003 kan immers niet zo worden begrepen dat ze de bevoegdheid met zich meebrengt om een regeling van administratieve sancties in het leven te roepen, waarin door de wetgever niet is voorzien.

Artikel 6 van het ontwerp moet dus vervallen.

De kamer was samengesteld uit

Mevr. M.-L. Willot-Thomas, kamervoorzitter;

De heren P. Liénardy en P. Vandernoot, staatsraden.

Mevr. C. Gigot, griffier.

Het verslag werd uitgebracht door Mevr. A. Vagman, auditeur.

De overeenstemming tussen de Nederlandse en de Franse tekst werd nagezien onder toezicht van de heer P. Liénardy.

De griffier,
C. Gigot.

De voorzitter,
M.-L. Willot-Thomas.

26 APRIL 2005. — Koninklijk besluit betreffende het nemen van monsters door de officieren van gerechtelijke politie van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 17 januari 2003 met betrekking tot het statuut van de regulator van de Belgische post- en telecommunicatiesector, inzonderheid op artikel 25, § 2;

Gelet op het advies van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie, gegeven op 15 januari 2004;

Gelet op advies 36.545/4 van de Raad van State, gegeven op 3 maart 2004;

Op de voordracht van Onze Minister van Economie, Energie, Buitenlandse Handel en Wetenschapsbeleid en Onze Minister van Werk,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Dit besluit zorgt voor de gedeeltelijke omzetting van richtlijn 1999/5/EG van het Europees Parlement en de Raad van 9 maart 1999 betreffende radioapparatuur en telecommunicatie-eindapparatuur en de wederzijdse erkenning van hun conformiteit, overeenkomstig artikel 19, lid 1, van die richtlijn.

Art. 2. Het aantal monsters per type apparatuur bedraagt minimaal 1 en maximaal 25. De exemplaren worden door de betrokkene gratis ter beschikking gesteld aan de officieren van gerechtelijke politie vermeld in artikel 24 van de eerder vernoemde wet van 17 januari 2003 en dit voor de tijdsperiode nodig om het onderzoek uit te voeren.

Art. 3. Les échantillons sont étiquetés et scellés de manière à empêcher toute manipulation. L'étiquette et le sceau sont uniquement enlevés pour effectuer les tests nécessaires sur les produits.

L'étiquette mentionne la dénomination sous laquelle le produit est mis dans le commerce. Elle porte la signature de l'officier de police judiciaire qui a prélevé l'échantillon, ainsi que la signature ou toute autre marque d'identification de la personne chez laquelle le prélèvement a été opéré.

En cas de refus de cette dernière, mention en est faite au procès-verbal, avec indication de la raison invoquée.

Art. 4. § 1^{er}. Ces prélèvements donnent lieu séance tenante à la rédaction d'un procès-verbal comportant au moins les mentions suivantes :

1° nom, prénom et qualité de l'officier de police judiciaire;

2° date et lieu où le prélèvement a été effectué. Si le prélèvement s'est fait durant le transport, l'identification du moyen de transport;

3° nom, prénom et domicile de la personne chez laquelle le prélèvement a été opéré;

4° nombre et nature des échantillons;

5° une déclaration selon laquelle les échantillons ont été scellés et étiquetés;

6° la signature de l'officier de police judiciaire qui a prélevé l'échantillon et la signature ou la marque d'identification de la personne chez qui le prélèvement a été opéré.

§ 2. Une copie du procès-verbal est remise à la personne chez qui le prélèvement a été opéré. Si celle-ci n'est pas le propriétaire du produit, une copie est envoyée à ce dernier, si il est connu, par lettre recommandée à la poste dans un délai de trente jours.

§ 3. Le procès-verbal tient lieu d'accusé de réception.

Art. 5. Les échantillons sont restitués à la personne chez qui le prélèvement a été opéré ou au propriétaire lorsque celui-ci en a exprimé le souhait sauf s'il a été constaté lors de l'analyse qu'il y avait une indication d'infraction. Dans ce cas, les échantillons sont saisis.

Art. 6. Notre ministre qui a l'Economie, l'Energie, le Commerce extérieur et la Politique scientifique dans ses attributions et Notre ministre qui a l'Emploi dans ses attributions sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 26 avril 2005.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Economie, de l'Energie, du Commerce extérieur
et de la Politique scientifique,

M. VERWILGHEN

La Ministre de l'Emploi,
Mme F. VAN DEN BOSSCHE

Art. 3. Op de monsters worden een etiket en een zegel op een zodanige wijze aangebracht dat manipulatie uitgesloten is. Etiket en zegel worden slechts verwijderd voor het verrichten van de nodige testen op de producten.

Het etiket vermeldt de naam waaronder het product in de handel is gebracht. Het draagt de handtekening van de officier van gerechtelijke politie die het monster genomen heeft alsmede de handtekening of enig ander identificatieteken van de persoon bij wie het monster genomen is.

Zo deze laatste weigert, wordt daarvan melding gemaakt in het proces-verbaal, met opgave van de aangevoerde redenen.

Art. 4. § 1. Bij het nemen van monsters wordt onmiddellijk ter plaatse een proces-verbaal opgesteld met minstens volgende vermeldingen :

1° naam, voornaam en hoedanigheid van de officier van gerechtelijke politie;

2° datum waarop en plaats waar de monsters genomen worden. Zo de monsters tijdens het vervoer genomen worden, de identificatie van het vervoermiddel;

3° naam, voornaam en woonplaats van de persoon bij wie ze genomen worden;

4° aantal en aard van de monsters;

5° een verklaring dat de monsters verzegeld werden en van een etiket voorzien;

6° de handtekening van de officier van gerechtelijke politie die het monster heeft genomen en de handtekening of het identificatieteken van de persoon bij wie het monster genomen is.

§ 2. Aan de persoon bij wie het monster genomen is, wordt een afschrift van het proces-verbaal overhandigd. Zo hij niet de eigenaar van het product is, wordt deze, indien gekend, binnen een termijn van dertig dagen een afschrift toegezonden, bij een ter post aangetekende brief.

§ 3. Het proces-verbaal geldt als ontvangstbewijs.

Art. 5. De monsters worden teruggegeven aan de persoon bij wie de monstername gebeurde of aan de eigenaar wanneer deze de wens daartoe te kennen heeft gegeven, behalve in het geval dat uit de ontleding gebleken is dat er een aanwijzing van overtreding is. In dat geval worden de monsters in beslag genomen.

Art. 6. Onze minister bevoegd voor Economie, Energie, Buitenlandse Handel en Wetenschapsbeleid en Onze minister bevoegd voor Werk zijn belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 26 april 2005.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Economie, Energie, Buitenlandse Handel
en Wetenschapsbeleid,

M. VERWILGHEN

De Minister van Werk,
Mevr. F. VAN DEN BOSSCHE